

Direction des Libertés Publiques
et des Collectivités Locales
Bureau du Droit de l'Environnement

**Arrêté portant mise en demeure
à l'encontre du Syndicat Mixte Départemental pour le Traitement des Ordures Ménagères
et Assimilées (SMDTOMA) de respecter les prescriptions applicables à l'installation
de stockage de déchets non dangereux de Pontac
qu'il exploite sur le territoire de la commune de LE HOUGA**

Le Préfet du Gers,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment son article L. 514-1 qui dispose:

« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, et lorsqu'un inspecteur des installations classées ou un expert désigné par le ministre chargé des installations classées a constaté l'observation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé..... »

Vu l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,

Vu la circulaire d'application du 06 juin 2006 relative à la modification de l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 par l'arrêté ministériel du 16 mars 2006,

Vu le guide de recommandations pour l'évaluation de l'équivalence en étanchéité passive d'installation de stockage de déchets (version 2 – février 2009),

Vu l'arrêté préfectoral du 28 février 1986 autorisant le SICTOM SUD OUEST à exploiter à LE HOUGA une usine de broyage et une décharge d'ordures ménagères,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire à l'arrêté du 28 février 1986, en date du 2 août 2001 autorisant l'exploitation d'une installation de stockage de déchets ménagers par le SMDTOMA précédemment exploitée par le SICTOM OUEST et fixant les garanties financières,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007 portant mise en conformité et autorisation d'augmentation de la quantité annuelle traitée de l'installation de stockage de déchets non dangereux de PONTAC exploitée par le SMDTOMA à LE HOUGA,

Vu l'arrêté préfectoral temporaire du 20 avril 2009 modifiant les seuils de rejets de lixiviats et reportant la date d'achèvement des travaux de l'installation de stockage de déchets non dangereux de PONTAC exploitée par le SMDTOMA,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 25 novembre 2009 faisant suite à l'inspection réalisée le 1^{er} septembre 2009 des installations exploitées par le SMDTOMA à LE HOUGA,

Considérant qu'il ressort de l'inspection du 1^{er} septembre 2009 que les délais d'application et de mise en conformité mentionnés à l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007 ne sont pas respectés notamment vis à vis des articles 5.1, 5.3, 5.6, 6, 7, 14, 16, 19.2, 21.2, 21.5, 25 mentionnés au 1^{er} alinéa,

Considérant que les délais d'achèvement des travaux, visés au 1^{er} alinéa de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007, ont été reportés au 31 juillet 2009,

Considérant que le SMDTOMA ne respecte pas, au 1^{er} septembre 2009, certaines prescriptions de l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 modifié,

Considérant que le SMDTOMA ne respecte pas, au 1^{er} septembre 2009, certaines prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007,

Considérant que le non respect de ces dispositions est de nature à présenter des inconvénients pour la protection de la nature et de l'environnement,

Considérant qu'il convient, conformément à l'article L. 514-1 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007 ainsi que les prescriptions de l'arrêté ministériel du 09 septembre 1997 modifié,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Gers,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

Le Syndicat Mixte Départemental pour le Traitement des Ordures Ménagères et Assimilées (SMDTOMA), pour l'installation de stockage de déchets non dangereux qu'il exploite sur le territoire de la commune de LE HOUGA (32460), est mis en demeure dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, de respecter la prescription suivante :

- procéder au déplacement de la totalité des anciens déchets sur la partie Ouest du casier préalablement étanchée conformément aux dispositions du 2^{ème} alinéa de l'article 6.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007,
- mettre des moyens efficaces pour lutter contre l'incendie qui comprendront soit, un poteau incendie normalisé débitant 17 l/s sous un bar, soit une réserve d'eau d'une capacité permanente de 550 m³ conformément aux dispositions de l'article 30 de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 mod. et du 7^{ème} alinéa de l'article 25 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007,
- mettre en place à l'entrée du site un portique de contrôle de la radioactivité conformément aux dispositions de l'article 7 de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 mod. et des articles 5.3 et 19.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007,
- mettre en place un système de filets au niveau de l'alvéole en cours d'exploitation permettant de prévenir les envois de déchets conformément aux dispositions de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 mod. et du 2^{ème} alinéa de l'article 14 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007,
- de collecter toutes les eaux en contact avec les déchets et les lixiviats du site vers le bassin de stockage étanche de 3 500 m³ prévu à cet effet conformément aux dispositions du 1^{er} alinéa de l'article 7.2 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007. Le dispositif de collecte des lixiviats de la zone 4 doit être amélioré pour éviter tout débordement de lixiviats vers des zones non étanches notamment par le remplacement de la bâche incurvée par une canalisation hermétique,
- de faire transiter les lixiviats traités par le bassin tampon de 1 500 m³ jouxtant les installations de traitement. Les effluents doivent être rejetés à l'aval du site, avec toutes les eaux pluviales dans une zone boisée marécageuse rejoignant 450 m plus loin le ruisseau de Bernets conformément aux dispositions des articles 7.3 et 21.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007,
- mettre en fonctionnement le bassin de stockage et de décantation des eaux pluviales internes du site d'un volume utile de 4 500 m³. Collecter et diriger les eaux de ruissellement internes du site, n'ayant pas été en contact avec les déchets, vers ce bassin conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 09/09/1997 mod. et des alinéa 1 et 2 de l'article 7.1 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007,
- réaliser un contrôle, avant tout déversement dans le milieu naturel, des eaux de ruissellement non susceptibles d'être entrées en contact avec les déchets contenues dans le bassin de stockage conformément aux dispositions de l'article 21.5 des prescriptions techniques annexées à l'arrêté préfectoral du 15 octobre 2007.

ARTICLE 2 :

Si à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il pourra être fait application des suites administratives prévues à l'article L. 514-1 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

ARTICLE 3 :

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de PAU (Villa Noubilos – Cours Lyautey – BP 543 – PAU CEDEX).

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant et commence à courir le jour où la présente décision est notifiée.

ARTICLE 4 :

M. le Secrétaire Général, M. le Sous-Préfet de CONDOM, M. l'inspecteur des installations classées de la DREAL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le Maire de LE HOUGA.

Auch, le 26 janvier 2010

Pour le Préfet,
le secrétaire général,

signé : Serge GONZALEZ